



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 20 novembre 2025

ZI de Saint-Liguaire  
4 Rue Alfred Nobel  
79000 Niort

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COMEBO INDUSTRIES**

Le Bois Dom Girard

Clazay

79300 Bressuire

Références : 0007201811/2025/365  
Code AIOT : 0007201811

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement COMEBO INDUSTRIES implanté Le Bois Dom Girard CLAZAY 79300 Bressuire. L'inspection a été annoncée le 06/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à la découverte d'une pollution au niveau de la fosse de la chaîne de traitement de surface (démontée en novembre 2022 pour arrêt définitif), l'exploitant en a informé l'inspection et a effectué plusieurs diagnostics de sols ainsi que des travaux de comblement temporaire de la fosse (en juin 2024) avec la pose d'un géotextile, pour isoler le gravier ayant servi au comblement. Ces travaux ont permis à la société COMEBO de réaffecter la zone à une zone de stockage de pièces.

Cette visite permet de faire un point de la situation pour déterminer les suites à donner.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMEBO INDUSTRIES
- Le Bois Dom Girard Clazay 79300 BRESSUIRE
- Code AIOT : 0007201811
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COMEBO INDUSTRIES, coopérative qui emploie une soixantaine de salariés, construit des machines agricoles, des engins de manutention agricoles (machines à vendanger, semoirs, gerbeurs électriques). Le site connaît une baisse d'activité au premier semestre 2025. L'activité est passée de trois équipes en 3\*8 à une équipe de journée.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Situation administrative
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/06/2010, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Méthodologie de gestion des sites et sols pollués	Arrêté Préfectoral du 15/06/2016, article 4.3.2	Prescriptions complémentaires	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une mise à jour du classement des activités ICPE et des prescriptions associées est à prévoir dans un prochain projet d'arrêté préfectoral portant enregistrement et modifiant les prescriptions applicables au site.

Concernant la pollution découverte sur le site à l'occasion de travaux, l'inspection propose à Monsieur le Préfet des Deux-Sèvres, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant un diagnostic sur les eaux souterraines à réaliser dans un délai de 3 mois et un diagnostic sur l'air ambiant, sous le même délai, afin de disposer d'un état des lieux de la situation.

L'inspection propose également, à Monsieur le Préfet des Deux-Sèvres, que la société COMEBO INDUSTRIES soit tenue de réaliser et de transmettre, en fonction des conclusions des diagnostics précités, dans un délai de 3 mois, un plan de gestion, et sous le même délai, en cas d'impact identifié sur les eaux souterraines, une étude d'interprétation de l'état des milieux (IEM).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/2010, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance de modifications des activités
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R.512-33 du Code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Par courrier du 07/07/2025, l'exploitant a transmis un dossier comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- un porter à connaissance de l'arrêt de l'une des deux chaînes de peinture,</li><li>- une demande de dérogation sur les paramètres et la fréquence des analyses à effectuer pour le suivi des rejets atmosphériques des conduits n°2, 3 et 4 (respectivement tunnel de séchage, bain dégraissant et cabine de poudrage),</li><li>- la mise à jour du tableau de classement des activités exercées sur le site par rapport aux rubriques ICPE.</li></ul> Concernant la mise à jour de la situation administrative : <ul style="list-style-type: none"><li>- À l'issue de la présente visite, l'exploitant a indiqué par courriel du 28/08/2025 que l'activité d'emploi de matières abrasives (grenaillage) classée sous la rubrique ICPE n°2575 a également été arrêtée définitivement en 2009. Il précise que la grenailleuse est sortie du site le 09/07/2012. D'après l'exploitant, une zone de stockage de pièces (magasin) est désormais située à l'emplacement libéré par cette activité arrêtée. Cette activité est actuellement classée sous le régime de la déclaration ICPE selon le dernier arrêté préfectoral complémentaire n°E239 du 19 octobre 2022. Il n'a pas procédé à la cessation de cette activité.</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>- Dans le porter à connaissance, il est rappelé que l'arrêt de la peinture liquide date de l'année 2014. L'arrêt de l'activité de peinture liquide (rubrique n°2940-2b) a bien été acté dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°E191 du 29 avril 2021.</li></ul> Concernant les rejets atmosphériques : <ul style="list-style-type: none"><li>- Au regard des évolutions d'activités, l'exploitant souhaite que la surveillance des polluants susceptibles d'être rejetés dans l'air par les différentes installations soit mise à jour.</li></ul> Il précise que le bain dégraissant ne contient pas de solvant et que des conduits faisant partie de l'atelier de peinture démantelé ont été supprimés (conduits n°1, 5, 6, 7 et 8 selon le référentiel de l'arrêté préfectoral initial d'autorisation de 2010). En appui de sa demande, l'exploitant a ensuite transmis par courriel du 16/09/2025, deux documents (rédigés en anglais par son fournisseur de produits composant le bain dégraissant), attestant de l'absence des composés suivants dans leurs produits : Cr, Ni, HF, CN, NO <sub>2</sub> , SO <sub>2</sub> , NH <sub>3</sub> .  Ainsi, l'exploitant a remis les justificatifs et éléments d'appréciation permettant d'adapter les paramètres à suivre (en se basant sur les caractéristiques des produits utilisés).  <ul style="list-style-type: none"><li>- L'exploitant s'est engagé à intégrer le paramètre « Poussières » à la prochaine campagne de</li></ul>

mesures sur les rejets atmosphériques issus de la cabine de peinture poudre et du tunnel de séchage, en application de l'arrêté ministériel du 12/05/2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Concernant les émissions sonores :

- Lors de la visite, l'exploitant a également exprimé une demande de révision de la fréquence de mesures des niveaux sonores sur le site. La fréquence actuelle est de «tous les trois ans » d'après l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral n°4983 du 15 juin 2010 délivré pour le site.

Il a transmis, par courriel du 28/08/2025, le rapport de l'autosurveillance des niveaux sonores de l'année 2022. En conclusion de ce rapport, il est indiqué la prédominance du bruit de la circulation sur la départementale en comparaison à celle de l'activité de COMEBO INDUSTRIE.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant complète le porter-à-connaissance avec les éléments suivants :

- Mise à jour de la situation administrative :

La télédéclaration de cessation d'activité auprès de la Préfecture des Deux-Sèvres pour l'activité classée à la rubrique n°2575 selon les dispositions prévues par l'article R.512-66-1 du Code l'environnement.

- Mise à jour des prescriptions applicables au site :

Les justificatifs détaillés des travaux réalisés par la société intervenue en juin 2024 lors du comblement de la fosse associée à la chaîne démantelée en 2022 dans l'objectif de la mise à jour de l'arrêté préfectoral du site.

L'exploitant intègre dans les compléments apportés au porter-à-connaissance sa demande relative à la fréquence de contrôle des émissions sonores accompagnée de tous les éléments d'appréciation et en justifiant de la fréquence souhaitée.

In fine, un projet d'arrêté préfectoral portant enregistrement intégrant la mise à jour du classement des activités ICPE et des prescriptions associées sera proposé à la signature de Monsieur le Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Méthodologie de gestion des sites et sols pollués

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/2016, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sites et sols pollués
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets directs ou indirects d'effluents souillés dans la nappe d'eau souterraine ou vers le milieu naturel sont interdits.
<b>Constats :</b>  Le rapport de l'APAVE n°C24078073 du 05/11/2024 (NFX31-620-2 Diagnostic complémentaire de la qualité chimique (pollution) des milieux sols et gaz de sols) indique que, d'après le schéma conceptuel "sur site", des anomalies ont été retenues en métaux lourds, orthophosphates et HCT C10-C40 dans le sol. Il précise aussi que, dans l'air sous dalle, des anomalies en xylènes et TPH Aromatiques C8-C12 ont été retenues. Enfin, ce rapport indique qu'il y a potentiellement des impacts dans les eaux souterraines en métaux lourds, HCT C10-C40, xylènes et TPH.  La synthèse du rapport précité ne préconise pas de réaliser des investigations sur l'air ambiant en raison de « l'absence de poste de travail fixe et non occasionnel au droit de la zone d'étude, cette zone étant destinée à du stockage ». Par courriel du 16/09/2025, l'exploitant a transmis des informations précisant la méthodologie suivie pour l'analyse des résultats sur les sols et gaz de sols figurant dans le rapport de l'APAVE référencé ci-dessus.  Sur la base des caractéristiques physico-chimiques, du comportement dans l'environnement et des effets sur la santé humaine des composés « xylènes » et « TPH Aromatique C8-C12 », l'inspection considère que des investigations complémentaires dans l'air ambiant sont nécessaires sur ces composés afin de garantir que leurs concentrations sont inférieures aux Valeurs Toxicologiques de Référence (VTR) dans la zone d'étude.  Lors de la visite, l'exploitant a présenté un devis en date du 22/05/2025 établi par le bureau d'études APAVE pour un diagnostic des eaux souterraines (NFX 31-620-2-A210 et NFX 31-260-2-A270). Ce devis comprend la pose de trois piézomètres (un en amont et deux en aval du site) et l'analyse des eaux souterraines selon les normes NFX31-620-2-A210 et NFX31-620-2-A270. Le calendrier prévisionnel de la réalisation de ce diagnostic des eaux souterraines est estimé à 9 semaines à partir du moment où la commande est effectuée.  Le risque d'un impact potentiel sur les eaux souterraines ne pouvant être écarté à ce stade, l'inspection considère qu'il est également nécessaire de mettre en œuvre ce diagnostic.  Dans ce contexte, l'inspection propose à Monsieur le Préfet des Deux-Sèvres, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant un diagnostic sur les eaux souterraines et des investigations complémentaires dans l'air ambiant, à réaliser sous un délai de 3 mois.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant procède sous 3 mois : - à l'analyse de l'air ambiant,

- au diagnostic des eaux souterraines.

Dans cet objectif, l'inspection propose à Monsieur le Préfet des Deux-Sèvres, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant la réalisation d'un diagnostic sur les eaux souterraines et des investigations complémentaires dans l'air ambiant.

L'inspection propose également, à Monsieur le Préfet des Deux-Sèvres, de compléter ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire en prescrivant la fourniture d'un plan de gestion **sous un délai de 3 mois** suivant les conclusions des diagnostics précités.

Enfin, l'inspection propose à Monsieur le Préfet des Deux-Sèvres que la société COMEBO INDUSTRIES soit tenue de réaliser et de transmettre, en cas d'impact identifié sur les eaux souterraines par les diagnostics précités, une étude d'interprétation de l'état des milieux (IEM), **dans un délai de trois mois suivant la réception par l'exploitant des diagnostics précités**, pour le site industriel situé à LE BOIS DOM GIRARD à Clazay, 79300 Bressuire, conformément aux dispositions de la note ministérielle du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués mettant à jour les textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois